



Cher·ères camarades,

Impossible de commencer cette intervention sans revenir sur le contexte global. Chaque matin, chaque soir, les informations sont devenues impossibles à écouter ou à regarder. Ce monde capitaliste charrie tous les jours son lot de malheurs, de misères et de guerres.

Aux crimes de guerre perpétrés par le Hamas, répond d'autres crimes de l'état colonialiste d'Israël qui massacrent des dizaines de milliers de civil·es, exterminé·es sous les bombes de Tsahal. La France est incapable de prononcer le mot « cessez-le-feu », l'ONU est réduite à l'impuissance par le veto américain et au rôle de lanceuse d'alerte. Ce conflit colonial qui dure depuis 75 ans doit cesser ; une paix juste et durable doit être construite entre les peuples de la région en mettant fin au colonialisme israélien.

Notre Fédération (la Ferc) a réagi.

Nous avons relayé l'appel des organisations syndicales palestiniennes qui demandent « à cesser de toute urgence le commerce d'armes avec Israël ainsi que tout financement et toute recherche militaire ». Nos camarades palestiniens appellent également à « initier des actions contre les entreprises complices de la mise en œuvre du siège brutal et illégal » imposé à Gaza par l'armée israélienne.

Nous soutenons les voix qui s'opposent en Israël à la fuite en avant guerrière, dans un contexte particulièrement difficile. Nous devons le dire : tout le peuple israélien n'est pas aligné sur ces politiques guerrières !

Nous relayons l'expression de l'Université de Bir-Zeit qui « presse la communauté internationale d'intervenir immédiatement pour mettre fin à cette agression barbare et pour protéger les Palestiniens de l'escalade dramatique des crimes de guerre israéliens ». Nous rappelons notre opposition à la politique de colonisation de la Cisjordanie.

De ce point de vue, il faut en finir avec cette guerre qui peut à tout moment dégénérer en conflit régional voir mondial, Faire entendre notre voix, c'est ce que la CGT édu'ction doit faire dans les manifestations du samedi pour une paix juste et durable au proche et moyen-orient.

Malheureusement, l'activité PAIX de la CGT 35 n'a pas trouvé de responsable et est trop peu portée par notre organisation.

En France, on voit le développement d'un antisémitisme, un racisme et une islamophobie décomplexés et un débat public atterrant avec des indignations à géométrie variable. Résultat : une grande gagnante, l'extrême droite qui achève son ravalement de façade en prétendant désormais lutter contre l'antisémitisme.

Le capital n'a pas changé : pour la finance, le slogan c'est toujours « plutôt Hitler que le front populaire ».

Dans ce moment grave où toutes les digues sautent, la CGT a la responsabilité de rassembler et de donner le cap. C'est ce que nous faisons en pleurant toutes les victimes, sans exception.

La CGT donne le cap en dénonçant sans relâche l'antisémitisme et le racisme.

La CGT joue son rôle de vigie en combattant toujours l'extrême droite, et en refusant de défiler aux côtés des héritiers de ceux qui ont assassiné 6 millions de juifs et de juives, de ceux qui ont torturé et déporté Georges Séguy et Henri Krauski, de ceux qui ont fusillé Pierre Semard et assassiné 2500 cheminots et cheminotes résistant·es.

Cher·ères camarades, l'extrême droite c'est la gangrène. N'ayons jamais la main qui tremble sur ces questions. Rappelons-nous toujours que le pire n'est jamais certain, et que c'est grâce à la stratégie de mobilisation et d'union de la CGT que nous avons empêché les tentatives de coup d'État des ligues en 1934 et que la crise de 29 a débouché sur le front populaire.

La CGT a lancé une campagne de masse de lutte contre les idées d'extrême droite et le collectif départemental, comme Visa 35 mènent un travail assidu sur le sujet. La CGT éducatrice doit y prendre toute sa place.

Le 2e gagnant de ce contexte, c'est le patronat. L'industrie de l'armement se porte à merveille et les questions sociales sont totalement invisibilisées. Il nous faut remettre sur le devant de la scène le premier sujet de préoccupation des salarié·es qui sont de plus en plus nombreux·ses à ne pas savoir comment boucler leurs fins de mois, et qui toutes et tous, vivent le déclassement et la négation de leurs qualifications, à commencer par les femmes qui sont toujours payées un quart en moins. Nous avons un collectif mixité sur le département qui doit être élargi avec une participation plus importante de notre syndicat ; de plus, la date du 8 mars, journée de grève féministe doit mobiliser l'ensemble de notre corps militant. Campagne 2024 #UnJourSansNous

Le collectif LGBTI+ permet une approche spécifique et complémentaire et mériterait, lui aussi d'être renforcé.

Malgré un gouvernement radicalisé, jusqu'au boutiste, au service du patronat et de la finance, nous avons gagné sur plusieurs plans majeurs : l'unité syndicale durable, la bataille de l'opinion publique et celle de mobilisations massives inédites sur une telle période. Nous, avons remis le syndicalisme au centre, et pas n'importe lequel, le syndicalisme de lutte de la CGT que l'on nous présente comme mort depuis 40 ans. Cette réforme ne passe d'ailleurs toujours pas auprès des français·es.

Loin de nous assommer, loin d'assommer les travailleurs et les travailleuses, la bataille des retraites nous donne plus de force et permet une dynamique revendicative très importante à tous les niveaux y compris européen mais nous avons buté sur la difficulté à amplifier les grèves notamment après le 7 mars.

En cause le morcellement de la communauté de travail, éclatée à coup d'externalisation, de filiation et de précarisation.

En cause également la progression des déserts syndicaux et le fait que 40% des salarié·es du privé n'aient pas de syndicat dans leur entreprise. Il y a de plus en plus d'établissements sans militant·es d'où l'importance de se déployer là où nous sommes absent·es.

Nous devons faire de la syndicalisation une priorité, en la proposant systématiquement. L'objectif c'est de gagner des syndiqué·es et l'implication de l'ensemble des syndiqué·e.s et de faire germer les graines que nous avons semées en accueillant et en faisant militer l'ensemble des salarié·e.s qui se sont mobilisé·e.s avec nous. L'objectif c'est d'ouvrir en grand les portes et les fenêtres de la CGT .

En cette période difficile, il faut éviter tout repli de notre syndicats vis-à-vis de l'interprofessionnel. Il faut également éviter tout repli sur notre organisation syndicale. La CGT a toujours portée le syndicalisme rassemblé et doit plus que jamais œuvrer en ce sens. Dans notre champs professionnel, dans notre département, c'est à nous, de porter le rassemblement des syndicats de lutte, des syndicats qui portent les mêmes valeurs : la FSU et SUD éducation. L'enjeu est trop important pour que nos querelle de chapelle passent avant.

Il s'agit de poser en grand la question centrale pour la CGT de la stratégie des luttes pour renforcer notre capacité à gagner. Alors que la lucidité sur les impasses sociales et environnementales du capitalisme n'a jamais été aussi forte, la seule arme du capital est le fatalisme, qui nourrit la désespérance et le repli sur soi. La question de l'efficacité de l'action syndicale est donc déterminante. Plus que jamais, le syndicalisme et la CGT doivent démontrer qu'ils apportent des victoires et des avancées concrètes pour les travailleuses et les travailleurs. Pour cela, la dynamique interprofessionnelle est centrale, car on gagne rarement en restant sur son seul champ professionnel.

Nous marcherons également ce soir, à Rennes, dans le cadre de la marche des solidarités, contre la loi Darmanin ; Projet de loi immigration : la CGT appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités. L'Assemblée Nationale a rejeté le projet de loi asile immigration porté par le gouvernement grâce au vote d'une motion de rejet. C'est un véritable camouflet pour le gouvernement qui confirme que le président de la République n'a plus de majorité pour gouverner.

Emmanuel Macron et Gérard Darmanin doivent, maintenant, prendre leurs responsabilités et mesurer toutes les conséquences de ce vote : ce projet doit être abandonné et l'exécutif doit prendre en compte le danger que représenterait le fait de donner des gages supplémentaires à la Droite en durcissant ce texte, notamment en retenant des dispositions qui mettraient à mal des principes forts de la République tels que : la remise en cause du droit du sol, la suppression de l'AME, la suppression des mesures de régularisation, le durcissement du regroupement familial du droit d'asile, l'augmentation des prérogatives arbitraires des préfetures...

Dernier point stratégique, l'avenir. On ne mobilise pas pour gagner le retour à un passé révolu et souvent mystifié d'ailleurs. On ne mobilise pas sans projet crédible pour l'avenir. Or, impossible de parler d'avenir sans répondre à l'enjeu environnemental. N'attendons pas du capital qu'il traite cet enjeu, il n'en n'a rien à faire : pour les 1% les plus riches pas de canicules, pas d'inondations ou de tempêtes. Quel que soit l'état de la planète, leur capital leur permettra toujours de se trouver un paradis pour milliardaires. Pire, une partie du capital a intérêt à la crise environnementale : c'est un nouveau moyen de spéculer et de créer des richesses, ça s'appelle même le « capitalisme vert ». Surtout, ils ont lu et compris Marx et ont désormais appris à se servir des crises intrinsèques au capitalisme pour amplifier leurs politiques. Les guerres, crises financières, crises sanitaires ou autres crises sociales qui s'amplifieront si nous ne réussissons pas à inverser la tendance sur la question environnementale, leur permettent à chaque fois d'imposer des changements violents.

Notre force, c'est le sens et l'attachement à l'organisation. Et en cette période troublée c'est particulièrement précieux car la CGT est la seule chose qui reste à des millions de travailleuses et de travailleurs pour redresser la tête et pour reprendre la main sur leur travail.